



1. La crise mise en perspective

Il faut remonter aux grandes récessions de 1974-1975 et de 1980-1982, quand le modèle des Trente Glorieuses a commencé à se détraquer. Les politiques de relance dites keynésiennes ne fonctionnaient plus et un nouveau modèle s'est progressivement mis en place. Mais la raison de fond pour laquelle le modèle qui prévalait jusqu'alors a pu se détraquer ainsi réside dans l'épuisement des gains de productivité¹. C'est en effet la progression de la productivité qui avait jusqu'à présent permis au capitalisme de connaître un (relatif) « âge d'or », en distribuant du pouvoir d'achat tout en garantissant le taux de profit. Pour faire redémarrer la machine, il fallait donc rétablir le profit en tablant sur autre chose que sur les gains de productivité. Et, durant toute la période néolibérale, le capitalisme a effectivement réussi – malgré de multiples à-coups – cette prouesse : rétablir le profit, malgré l'amoindrissement tendanciel des gains de productivité.

Comme le montre le graphique 3, la baisse tendancielle du taux de profit, à partir du milieu des années 1960 aux États-Unis (et un peu plus tard en Europe),

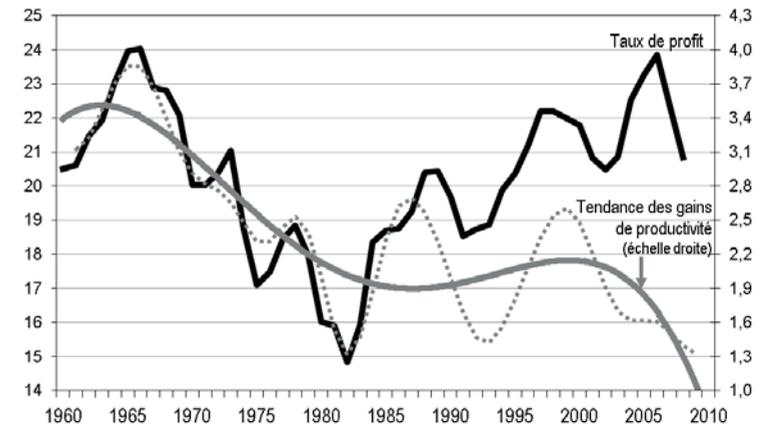
1. La productivité du travail est le rapport de la production à la quantité de travail nécessaire. Elle peut se mesurer par tête ou à l'heure. Par tête, elle est égale à la production divisée par le nombre d'emplois. À l'heure, elle est égale à la production divisée par le nombre d'emplois et la durée individuelle du travail.

coïncide parfaitement avec l'évolution à la baisse des gains de productivité. En revanche, le retournement à la hausse du taux de profit, qui se produit au cours des années 1980, se réalise alors même que les gains de productivité stagnent durant toute la période néolibérale à un niveau d'environ 2 % par an. Le lien n'est cependant pas complètement rompu : les amples fluctuations du taux de profit correspondent étroitement à celles des gains de productivité.

Comment alors expliquer cette progression du taux de profit malgré des gains de productivité réduits ? La réponse à cette question est essentielle parce qu'elle permet de comprendre la logique du modèle néolibéral. Le facteur primordial est évidemment la baisse de la part des salaires dans la valeur ajoutée : c'est là une tendance à peu près universelle, d'ailleurs reconnue par des institutions comme le FMI ou l'OCDE. Les salaires ont donc ralenti plus vite que les gains de productivité, et la part des profits dans le revenu national a pu augmenter.

Mais si cette baisse de la part des salaires a effectivement permis de rétablir le taux de profit, elle ne pouvait suffire en elle-même à assurer la dynamique du capitalisme. En effet, un problème de débouché pour la production, c'est-à-dire de «réalisation» du profit, se pose immédiatement : qui va acheter les marchandises produites par des salariés dont le pouvoir d'achat progresse moins vite que la valeur produite ?

Graphique 3. Taux de profit et productivité du travail (États-Unis, Europe, Japon)



Base de données Ameco

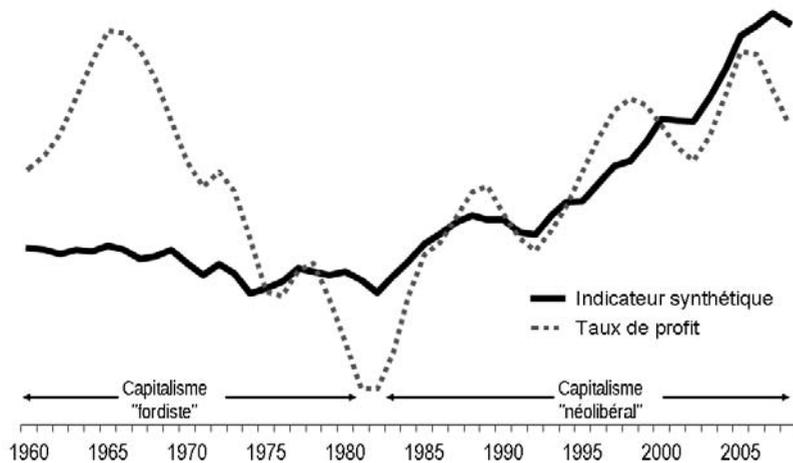
Les trois principales réponses apportées à cette difficulté du modèle néolibéral sont la redistribution d'une partie des profits à des couches sociales privilégiées qui la consomment, la croissance à crédit et les débouchés offerts par le reste du monde. Le capitalisme néolibéral est donc intrinsèquement associé à la montée des inégalités,

au surendettement et aux déséquilibres commerciaux. Dans ce schéma d'ensemble, la financiarisation joue un rôle déterminant : elle assure la redistribution vers le « 1 % », elle entretient, voire stimule, le surendettement, elle facilite les transferts internationaux et elle accompagne la mondialisation productive, laquelle permet à son tour de peser sur les salaires.

Les courbes du capitalisme

La crise actuelle est donc celle d'un mode de fonctionnement du capitalisme différent de celui des Trente Glorieuses. Ce passage d'un modèle à l'autre peut être visualisé grâce à une approche «spectrographique». Elle consiste à construire les courbes caractéristiques du capitalisme à partir d'une série d'indicateurs calibrés pour être comparables¹. On en tire ensuite un indicateur synthétique, qui peut être rapproché de l'estimation du taux de profit réalisé par la triade des «vieux» pays capitalistes : États-Unis, Europe, Japon (graphique 4).

Graphique 4. Les courbes du capitalisme. 1960-2010



1. Pour plus de détails sur les indicateurs retenus et les sources utilisées, voir : Husson Michel, «Le néo-libéralisme, stade suprême?», *Actuel Marx*, n° 51, 2012, p. 86-101, <<http://goo.gl/RaQikR>>.

Cette représentation permet de distinguer clairement deux périodes. Jusqu'au début des années 1980, durant ce qu'on appelle le capitalisme «fordiste», toutes les courbes sont plates ou orientées à la baisse, de telle sorte que l'indicateur synthétique est à peu près horizontal lui aussi. À partir du milieu des années 1980, toutes les courbes – et par conséquent l'indicateur synthétique – se redressent et se mettent à monter jusqu'à la crise, où s'esquisse un retournement.

Cette lecture conduit à deux constats. Le premier est que la période fordiste est caractérisée par un fonctionnement du capitalisme relativement régulé, puisque tous les indicateurs retenus sont stabilisés. La répartition entre salaires et profit est à peu près constante, les inégalités ont tendance à reculer, et la finance ne joue qu'un rôle secondaire. Le second constat est que, durant la phase néolibérale, toutes les courbes montent ensemble. Ce n'est pas une coïncidence, mais une manière de repérer une cohérence, par exemple entre l'augmentation de la part des profits et le surendettement des ménages, ou entre la financiarisation et la montée des inégalités. Cette cohérence était certes instable et, surtout, elle n'était pas soutenable : il n'était pas possible que tous les indicateurs continuent à augmenter indéfiniment. Tous les économistes qui ont vu

venir la crise¹ fondaient leur pronostic sur le retournement inévitable de l'un ou l'autre de ces indicateurs.

La crise aurait pu éclater à un point ou à un autre de cette configuration néolibérale. Qu'elle se soit déclenchée dans la sphère financière n'implique donc pas qu'elle soit exclusivement financière. Il s'agit plutôt d'une crise systémique, une crise de l'ensemble des dispositifs mis en place pour réussir à restaurer le taux de profit, une crise des solutions à la crise précédente, et il est d'ailleurs frappant d'observer la forte corrélation entre l'évolution de notre indicateur synthétique et celle du taux de profit.

Toute la question qui se pose aujourd'hui, avec l'entrée en crise du néolibéralisme, est de savoir si le capitalisme est susceptible de mettre en place un autre régime. La réponse à cette question fondamentale est négative, pour deux raisons essentielles : les gains de productivité s'épuisent, et les pays dits émergents

1. Voir par exemple Godley Wynne, «Seven Unsustainable Processes», The Levy Economics Institute, 1999, <<http://goo.gl/KG4RWM>> ; Keen Steve, «The Recession We Can't Avoid?», novembre 2006, <<http://goo.gl/U8qT5j>> ; Keen Steve, *L'imposture économique*, Éditions de l'atelier, 2014 ; Jorion Paul, *Vers la crise du capitalisme américain?*, La Découverte, 2007, <<http://goo.gl/5Fk3mg>> ; Harribey Jean-Marie, «Derrière l'imposture de la «science» économique, qu'y a-t-il?», *Revue du MAUSS permanente*, 2015/1, n° 45. <<http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/imposture-sceco.pdf>>.

jouent de moins en moins leur rôle de relais dans la dynamique du système.

L'épuisement des gains de productivité

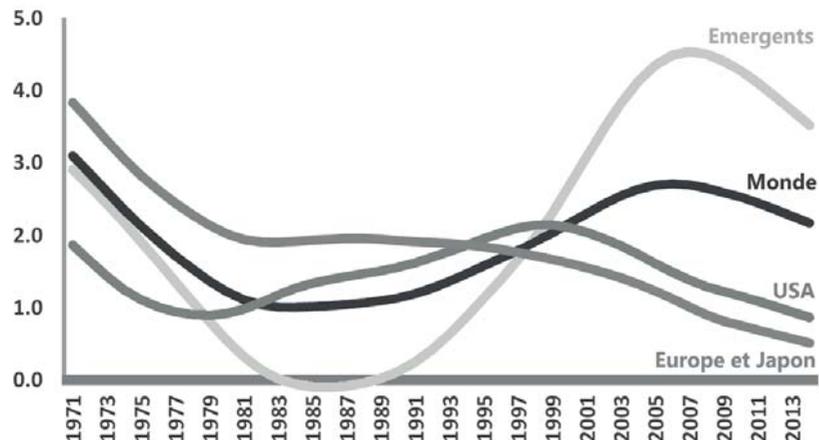
Les inquiétudes sur l'avenir du capitalisme s'expriment notamment dans le débat sur la «stagnation séculaire¹». Ce débat est porté par des économistes, notamment Robert Gordon, pour qui «les innovations n'auront plus à l'avenir le même potentiel de croissance que dans le passé». Son pronostic est très pessimiste : «La croissance future du PIB par tête sera inférieure à ce qu'elle a été depuis la fin du XIX^e siècle,

1. Sur ce débat, aux États-Unis : Gordon Robert J., «Is U.S. Economic Growth Over?», *CEPR Policy Insight* n° 63, septembre 2012, <<http://goo.gl/BAWkoC>> ; «L'âge de la croissance est derrière nous», *Le Monde*, 21-22 février 2016, <<http://goo.gl/w75KyV>> ; Brynjolfsson Erik et McAfee Andrew, *The Second Machine Age*, W.W. Norton & Company, New York, 2014, <<http://goo.gl/Wo5RjG>>. En France : Harribey Jean-Marie, «L'impact cumulé des crises sociale et écologique sur le devenir de la croissance : la fin programmée de celle-ci?», Colloque Recherche et Régulation, juin 2015, <<http://goo.gl/24WsTk>> ; «La crise est bien celle du capitalisme», *Les Possibles*, n° 9, printemps 2016, <<https://goo.gl/49Nm6a>> ; Husson Michel, «Stagnation séculaire ou croissance numérique?», *hussonet*, janvier 2016, <<http://goo.gl/RDNDLa>> ; *Analyses et documents économiques*, n°122, juin 2016, <<http://hussonet.free.fr/ade122.pdf>> ; Ragot Xavier, «De quoi la stagnation séculaire est-elle le nom?», *L'Économie politique*, n° 70, avril 2016, <<http://goo.gl/FtGD7U>>.

et la croissance de la consommation réelle par habitant sera encore plus lente pour les 99 % du bas de la répartition des revenus.»

Certes, ce ralentissement de la croissance économique est en partie dû au choc de la crise économique mondiale de 2007-2008. Mais en partie seulement, car l'affaiblissement des progrès de la productivité du travail vient de loin et engendre sur le long terme une inexorable tendance à la baisse des taux de croissance économique. Cet épuisement des gains de productivité s'observe dans la plupart des grands pays, y compris, depuis la crise, dans les pays émergents (graphique 5).

Graphique 5. Tendances de la croissance de la productivité du travail



The Conference Board, «Productivity Brief 2015», <http://goo.gl/z2mEUx>.

Le débat sur la stagnation séculaire peut alors être interprété de la manière suivante: si le capitalisme est incapable de dégager de nouveaux gains de productivité, peut-il retrouver un dynamisme renouvelé sans retomber dans les distorsions et les contradictions du modèle néolibéral? On voit que ce questionnement dépasse une lecture «financiariste» de la crise, qui réduit celle-ci à un simple dérèglement du système financier international, et qu'il a l'avantage de s'intéresser aux «fondamentaux» du capitalisme. Cette problématique conduit à poser la même question, sous une autre forme: les techniques de pointe sont-elles porteuses d'un regain de productivité?

Numérique, robots et emploi

La littérature qui traite de cette question est aujourd'hui extraordinairement polarisée entre deux pronostics très tranchés. D'un côté, il y a, comme on l'a vu, le «pessimisme» de Robert Gordon. Mais il y a aussi de nombreuses publications qui mettent l'accent sur le développement de la robotisation, sur les innovations des techniques de l'information et de la communication (réseaux, économie collaborative, imprimantes 3D, Big Data)... sans parler du «transhumanisme», courant dont le livre de Erik Brynjolfsson

et d'Andrew McAfee est sans doute le plus représentatif. Les auteurs soutiennent que, dans un nombre croissant de secteurs, les techniques numériques se substituent déjà au travail humain. C'est pour eux une bonne nouvelle, car la productivité accrue entraînera une croissance plus élevée et se traduira par une baisse des prix dont les consommateurs bénéficieront. Mais c'est une mauvaise nouvelle pour les salariés évincés par les robots et condamnés à perdre la « course contre la machine », pour reprendre le titre de leur précédent livre.

D'autres économistes n'hésitent pas à quantifier le nombre de salariés menacés par l'automatisation et vont jusqu'à pronostiquer la disparition d'une proportion considérable d'emplois dans les décennies à venir. Dans une étude souvent citée¹, deux économistes d'Oxford, Carl Benedikt Frey et Michael Osborne, mènent cet exercice dans le cas des États-Unis. Ils trouvent que près de la moitié des salariés (47 %) sont exposés à un risque élevé de voir leur poste de travail « informatisé », principalement les employés de bureau et les salariés des activités de service et de commerce. Une étude plus

1. Frey Carl Benedikt et Osborne Michael A., «The Future of Employment: How Susceptible Are Jobs to Computerisation?», septembre 2013, <<http://goo.gl/m2uQVh>>.

récente¹ a « établi », en suivant la même méthode, que 42 % des emplois français seront automatisables d'ici vingt ans, et une autre encore que 59 % des emplois allemands le seront dans les prochaines décennies². Mais ces études sont critiquables, comme vient de le montrer l'OCDE qui divise par cinq les chiffres des prévisions les plus catastrophistes³.

Ce débat n'est d'ailleurs pas nouveau. Il y a plus d'un quart de siècle que Robert Solow énonçait son paradoxe: « On peut voir l'âge de l'informatique partout, sauf dans les statistiques de productivité⁴ ». Ce paradoxe reste d'actualité: Lawrence Mishel, de l'Economic Policy Institute (institut proche des syndicats états-uniens), note que « les robots sont partout dans les médias, mais ils ne semblent pas laisser d'empreinte dans les données⁵ ». À l'appui de son propos,

1. Roland Berger Strategy Consultants, « Les classes moyennes face à la transformation digitale », rapport, octobre 2014, <<http://goo.gl/SsZVB0>>.

2. « Are robots about to take away 18 million jobs? », *The Local de*, 4 mai 2015, <<http://goo.gl/KYs86O>>.

3. Arntz Melanie, Gregory Terry et Zierahn Ulrich, « The Risk of Automation for Jobs in OECD Countries », OECD, 2016.

4. « You can see the computer age everywhere but in the productivity statistics. » (Solow Robert, « We'd Better Watch Out », *New York Times Book Review*, 12 juillet 1987, <<http://goo.gl/DCZE8G>>).

5. « Robots are everywhere in the news but they do not seem to leave a footprint in the data. » (Mishel Lawrence, « The Missing

il cite une étude approfondie de John Fernald¹, qui montre qu'aux États-Unis, les investissements en capital fixe, en matériel informatique et en logiciels ralentissent depuis 2002, alors qu'ils avaient accéléré entre 1995 et 2002 par rapport à la période 1973-1995. Le même constat peut être fait pour l'Europe, où la part des investissements dans les techniques de pointe tend à diminuer ou à stagner. Il est donc douteux que cette tendance s'inverse et qu'une sortie de crise fondée sur les techniques de pointe soit possible.

Certes, la robotisation est porteuse de gains de productivité considérables dans l'industrie et dans une partie des services. Mais toutes ces innovations nécessitent des investissements, et ceux-ci doivent répondre au critère de la rentabilité élevée qui est exigée par les marchés financiers. Par ailleurs, l'automatisation conduit à une remise en cause de la cohérence des sociétés (chômage de masse, polarisation entre emplois qualifiés et petits boulots, etc.) et aggrave une contradiction fondamentale, celle de la «réalisation»

Footprint of the Robots», Economic Policy Institute, 13 mai 2015, <<http://goo.gl/tVX6ez>>).

1. Fernald John G., «Productivity and Potential Output Before, During, and After the Great Recession», Document de travail n° 2012-2018, Federal Reserve Bank de San Francisco, 2014, <<http://goo.gl/UNN2hr>>.

ou du débouché. Il faut en effet que les débouchés existent et on se heurte ici à la contradiction fondamentale de l'automatisation: qui va acheter les marchandises produites par des robots?

Les mutations induites par ce qu'on appelle aujourd'hui «économie collaborative» nécessitent une réflexion particulière. Sans forcément y voir un substitut au capitalisme, on peut cependant se demander dans quelle mesure ce type d'innovations peut être inséré dans la logique capitaliste: les ateliers d'imprimante 3D ou les réseaux de covoiturage ne sont pas forcément porteurs d'un élargissement du champ des biens et services marchands. C'est peut-être la réponse de fond au paradoxe de Solow: le flux des innovations techniques ne semble pas se tarir, mais c'est la capacité du capitalisme de les incorporer à sa logique qui est en train de s'épuiser.

En défense du capital fictif

Le capitalisme néolibéral a surfé sur un océan de dettes. Mais, et c'est là un trait essentiel de la période ouverte par la crise, les dettes, qu'elles soient publiques ou privées, n'ont pas été apurées et ont au contraire continué à progresser. Cette progression est particulièrement nette pour la dette des États, mais aussi pour celle des entreprises, comme on le verra dans la

deuxième partie. Christine Lagarde a donc raison de parler des « séquelles de la crise financière¹ ».

La période précédant la crise a été caractérisée par une énorme accumulation de « capital fictif », sous forme de titres financiers, autrement dit de droits de tirage sur la plus-value produite par l'exploitation du travail salarié. Pour que le capitalisme reparte sur des bases saines, il aurait été nécessaire de détruire ce capital fictif (et même sans doute une partie du capital productif). Certes, il y a eu des pertes, mais les politiques menées dans le monde ont été guidées par un principe : préserver au maximum le capital fictif et les droits de tirage qu'il représente.

Cela s'est fait de deux manières : d'une part, par le transfert des dettes privées vers les dettes publiques et, à travers les mesures d'austérité, par une ponction supplémentaire de plus-value pour faire du profit ; d'autre part, par l'injection massive de liquidités. Dans le premier cas, on peut dire que le capitalisme « respecte » la loi de la valeur, selon laquelle toute valeur grossissant le capital vient du travail, puisqu'il cherche à augmenter le ratio plus-value/capital en augmentant la plus-value. Dans le second cas, au contraire, il cherche à nier ou à contourner la loi de la valeur en faisant en

sorte de faire croître le capital fictif, c'est-à-dire la valeur boursière de titres sans rapport avec la situation de la sphère productive. Fondamentalement, la crise peut donc être interprétée comme un sévère rappel de la loi de la valeur, et la prochaine crise le confirmera encore.

1. Lagarde Christine, « 2015 : année de l'action et de la volonté politique », *Bulletin du FMI*, 15 janvier 2015, <<http://goo.gl/WL6Dau>>.